

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOI

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 63

Excusés : 14

Absents : 3

REUNION DU 1^{ER} MARS 2021

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-UN, le LUNDI PREMIER MARS à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE VINGT-ET-UN, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. DESRUMAUX Denis, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, M. HAN Bo, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. FERREIRA Lino, Mme JAOUANI Amel, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme MABCHOUR Najet, Mme PINHEIRO Amélie.

AYANT DONNE POUVOIR A

Mme MAROUN Séverine, M. MIGNOT Didier, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme MEYER Karine, Mme MEKKI Chérifa, M. MORIN Sébastien, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BESCHIZZA Bruno, M. LAPORTE Pierre, M. GUYON Olivier, M. MANGIN Anthony, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. BAILLON Jean-François, M. CANNAROZZO Frank,

ABSENTS

Mme BENAMMOUR Mériem, Mme MABIRE-LOISON Myriam, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. ATTIORI Olivier

DELIBERATION N°14 – AMENAGEMENT – CONCESSION D'AMENAGEMENT « LES CHEMINS DE MITRY-PRINCET » - DECLARATION DE PROJET RELATIVE AU PROJET D'AMENAGEMENT DU SECTEUR MITRY-AMBOURGET SUR LA COMMUNE D'AULNAY-SOUS-BOIS SUITE AUX ENQUETES PUBLIQUES

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Frank CANNAROZZO,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'expropriation, pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.110-1, R.112-5 et suivants et R.131-3 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles, L.300-1, et L.103-2,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.126-1,

Vu la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 relative aux sociétés d'économie mixte locales,

Vu la délibération n° 11 du conseil municipal du 10 mars 2011 fixant les objectifs poursuivis par le projet d'aménagement du quartier Mitry/Princet et les modalités de concertation,

Vu la délibération n°3 du conseil municipal du 7 juillet 2011 relative au bilan de la concertation préalable et à l'arrêt définitif de l'opération d'aménagement,

Vu la délibération n°1 du conseil municipal du 3 avril 2012, approuvant l'opération d'aménagement, le traité de concession, et désignant Deltaville comme aménageur,

Vu le traité de concession d'aménagement de l'opération « Les Chemins de Mitry/Princet » signé le 18 avril 2012 et ses avenants successifs,

Vu la délibération n°85 du conseil de territoire du 9 juillet 2018, approuvant les dossiers d'enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20210301-14-01-03-2021-DE
Date de télétransmission : 15/03/2021
Date de réception préfecture : 15/03/2021

Vu l'arrêté d'ouverture d'enquête numéro 2020-2106 de la préfecture de la Seine-Saint-Denis prescrivant l'ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire,
Vu l'étude d'impact réalisée,
Vu l'avis de l'autorité environnementale,
Vu le rapport, de Madame Edith LAQUENAIRE, Commissaire enquêtrice,
Vu la note de présentation annexée,

Considérant que le projet d'aménagement des espaces publics du secteur Ambourget porte sur une reprise des domanialités avec la requalification des espaces publics du secteur,
Considérant que le projet envisagé présente de nombreux motifs d'intérêts publics, a fait l'objet d'une large concertation préalable et est compatible avec les dispositions d'urbanisme en vigueur,
Considérant l'étude d'impact réalisée, qui montre que le projet d'aménagement a un effet positif sur le secteur, tant d'un point de vue urbain que paysager, et qui précise que les différentes mesures permettant de compenser ou de réduire les incidences sur l'environnement ont été intégrées dès la conception du projet,
Considérant l'avis de l'autorité environnementale et son absence d'observation sur le dossier,
Considérant le rapport, les conclusions rendus et l'avis favorable, sans réserve, au titre de chacun des objets de l'enquête de Madame Edith LAQUENAIRE, Commissaire enquêtrice,

Après en avoir délibéré,

- **Confirme** au titre de la déclaration de projet, l'intérêt général de cette opération à l'issue des enquêtes publiques,
- **Prend** note des avis favorables sans réserve ni recommandation de la Commissaire enquêtrice sur la déclaration d'utilité publique et sur la cessibilité des emprises nécessaires à la réalisation du projet,
- **Décide** la poursuite de la procédure d'expropriation menée par Séquano,
- **Autorise** le Président à solliciter auprès du Préfet de la Seine-Saint-Denis l'arrêté de déclaration d'utilité publique du projet.

Adopté à l'unanimité


Le président
Bruno BESCHIZZA